



HAL
open science

Métaphysique de la scène inter-étatique

Louis Maistre

► **To cite this version:**

| Louis Maistre. Métaphysique de la scène inter-étatique. 2024. hal-04565097

HAL Id: hal-04565097

<https://hal.science/hal-04565097v1>

Preprint submitted on 2 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

Métaphysique de la scène interétatique :

Pertinence d'un parallélisme entre la métaphysique individuelle et celle de l'État

Résumé de l'article :

Cet article est une recherche de métaphysique de la scène interétatique, par un parallèle avec celle de l'individu. Il s'agit là de donner une essence à l'État dans sa relation avec les autres, et non plus une simple existence, celle mise en place par les acteurs qui le compose. Ce travail est orienté sur cinq points majeurs, qui furent fondamentaux pour la construction de l'individu et de la société, mais presque entièrement éludé pour ce qui est de l'État. 1 : La nécessité d'un Léviathan mondial, stade le plus abouti du contrat social, pour sortir les États de leur état de nature. 2 : L'impérative unité de la prérogative pour pallier les défaillances d'une main invisible dans le statu quo actuel. 3 : Parallèle avec la philosophie Nietzscheenne, dans la volonté de puissance et l'éternel retour, deux notions primordiales dans les politiques extérieurs des États. 4 : L'histoire universelle hégélienne et le sens historique de cette société-monde. 5 : L'importance d'une mise en commun entre le souverain bien de l'individu et celui de l'État : le bonheur.

Métaphysique de la scène interétatique :

Pertinence d'un parallélisme entre la métaphysique individuelle et celle de l'État

L'État n'est-il pas qu'une somme d'individus ? Plus encore, comment expliquer qu'une société, comprenant la somme absolue des individus qui la compose, vit et s'organise, en tout cas dans un certain nombre de pays, de manière pacifiée et raisonnée. Alors même que sa composition hétéroclite, puisque absolue, devrait en faire un organe presque incontrôlable. À en croire en tout cas les thèses de la foule, notamment la psychologie célèbre établie par Gustave Le Bon. Pourtant, la société semble tenir, s'organiser, se pacifier dans une certaine mesure.

Comment expliquer alors que l'Etat, qui n'est pourtant qu'une somme moins importante d'individus (les gouvernants), ne parvient pas à s'organiser de la sorte sur la scène internationale. La littérature politique parle pourtant généralement de lui avec certaines

tournures de phrases, comme s'il s'agissait d'un individu - d'ailleurs ironiquement de la même manière que le faisait Madame de Pompadour en appelant Louis XV « France » - : l'État X veut X, tel État aime telle chose, ou tel autre État...etc. En somme, dans chaque phrase citant l'Etat on pourrait le remplacer par le terme individu et la phrase sonnerait toujours correctement.

L'on considère pourtant, de Descartes à Smith, l'individu comme être de raison, en tout cas notre système politique repose sur cette idée. Pourtant, une fois regroupé au niveau des Etats, toute cette métaphysique implose ? Comment la réunion d'êtres de raison peut-elle donner un bureau déraisonnable ? Pourquoi encore en 2024, à la lumière des guerres en Ukraine ou en Palestine, l'Etat semble demeurer l'une des seules structures sociales à agir par passion plus que par raison ? Ou plutôt vers une incapacité à se pacifier.

En réalité ce n'est pas tant qu'il y aurait d'un côté des individus faits de raison et de bonté face à des États dépourvus de ces mêmes qualités. C'est plutôt, sans savoir pourquoi, que la doctrine s'est refusée à transplanter aux Etats, ce qui a permis aux individus de se pacifier. Voyons donc en ce sens, tout l'intérêt d'un petit parallélisme individu-État.

Pertinence d'un parallélisme individu-État

Voilà des milliers d'années que la philosophie s'est employée avec acharnement à déduire une métaphysique de l'individu. À dessiner, ou tenter de dessiner, une forme de tableau périodique de ses éléments émotionnels, passionnels...etc. Définir par déduction négative tout ce que la science n'a pas su affirmer sur notre condition. Très bien. Maintenant, de ce même groupe d'individus, une poignée d'entre eux se sont distingués de la masse pour la gouverner. Sous différentes formes, mais toujours selon le même principe, et, sans revenir sur l'histoire du monde, au fil de cette institutionnalisation, voilà que ce groupe fut nommé État. Malheureusement extrêmement explicite pour les gouvernements d'un seul, plus feutré pour les démocraties, il n'en demeure pas moins que fondamentalement, les passions des atomes se retrouvent toujours dans l'action de la molécule. Leurs études ne doivent donc pas être séparées, au vu de ce lien indéfectible et, à défaut de se pencher sur l'État de manière distincte de ceux qui le composent, cherchons plutôt à translater ce que l'on connaît sur l'un, vers l'autre. Dès lors, de la même manière que les individus interagissent sur un territoire donné (voici la société), les États ont fini par interagir de la même manière avec leur confrères d'outre-frontière (voici la scène internationale). Appréhender les rapports présents dans la première, est donc criant de pertinence pour ce qui est d'appréhender les rapports tristement conflictuels du second.

Ces Etats n'ont pas échappé au crible de l'analyse philosophique. D'Aristote, à Arendt, en passant par Dante, Kant ou Bodin, les Etats ont été pensés, réfléchis, analysés. C'est là que commence à se former un nœud gordien que l'humanité n'est pas près de défaire. La littérature a en effet pensé l'Etat, sous tous ses aspects certes, mais toujours comme une entité à part. C'est là le cœur du problème. L'Etat fut pensé comme si on pouvait le croiser au coin de la rue. L'Etat par ci, l'Etat par là, l'Etat veut ci ou ne veut pas ça. L'Etat a été perçu comme une entité physique, tombée du ciel, et presque comme nous, le fruit d'une évolution darwinienne. Jamais, en tout cas de manière importante, en tant que ce qu'il est réellement, c'est-à-dire une « fiction de l'esprit » (G.Burdeau), n'incarnant qu'un groupe d'individus. Il ne fut donc jamais étudié comme ce simple agrégat d'individus, ne pouvant dès lors fondamentalement, n'avoir qu'une métaphysique semblable à celle des individus qui le composent. En somme, l'Etat ne peut être que l'addition de ce qu'est l'individu, puis par déduction, de ce qu'est la société. Au lieu de le penser comme une entité hermétiquement séparée du reste, il aurait dû, pour être compris dans son action, être approché par une translation de la métaphysique individuelle vers lui. Pour résumer, voir l'État comme un individu, et déduire pour l'un ce que l'on a déduit pour l'autre.

Vers un Léviathan-monde

C'est pourtant ce qu'avait commencé à faire la doctrine réaliste. Que dit-elle ? La scène interétatique est à l'État de nature, où l'Etat ou un loup pour l'Etat, et règne donc la loi du plus fort faisant que tous courent derrière le même objectif : la puissance, pour ainsi parvenir à survivre dans cette anarchie. Bien. Mais de quelle situation de fait cette vision fut traduite : l'État de nature de l'homme. Pour les réalistes le monde est aujourd'hui ce que les Hommes furent entre eux avant l'apparition de l'Etat dans la vision de Hobbes. C'est en cela que le réalisme a commencé à faire cette translation individu-État. En ce sens qu'elle partage la même vision sur la situation originelle, violente et anarchique, tant de l'Homme que de l'Etat. Mais où est la conclusion ? Qui devrait pourtant apparaître de manière si évidente ? Hobbes s'est imposé comme le parrain de la philosophie politique car il a dressé cette conclusion qui aujourd'hui nous organise : le Léviathan. En effet, si le Léviathan, et tout ce qu'il implique, fut efficient pour transformer cet état de nature en une société pacifiée, pourquoi la doctrine ne fait pas ce parallèle avec la scène internationale. Pour sortir les individus de cette guerre de tous contre tous, le seul moyen fut de dresser au-dessus d'eux cette instance omnipotente qui, monopolisant la violence des hommes, leur permet de vivre en paix. Mais alors, si les réalistes sont d'accord sur le constat de l'état de nature, pourquoi aucun ne parle comme solution à cette guerre de tous contre de tous, de la mise en place d'un Léviathan, mondial en l'occurrence.

Aujourd'hui, consensuel est de dire que l'anarchie n'est pas une situation viable pour faire société. Pour preuve, il n'y a qu'à se pencher sur ce que la littérature politique a nommé de mille manières : *quasi-state*, *failed-stated*, *rogue-stated*...etc. Là où l'État n'est plus, là où l'omnipotence du Léviathan se délite, la guerre de tous contre tous revient et la société implose.

Pourquoi alors ce constat ne se fait pas sur la scène internationale ? Tout le monde est d'accord pour dire qu'à l'échelle individuelle cela est nécessaire, mais pas à l'échelle interétatique. Ainsi le monde pourrait se complaire dans une forme de féodalité mondiale. La partition de la planète se fait dans un encheâtellement où 195 seigneuries guerroient en permanence sans que la pensée intellectuelle ne remette en question ce manque de monopole. De quel monopole ? Et bien le même que celui qui fut nécessaire à l'Homme : celui de la violence légitime (Weber), du monopole financier et militaire (N.Elias). Ce faisant, tout est une question de prérogatives. Pour que la paix sociale se gagne, il faut qu'elle sorte des mains des individus pour aller dans celles de l'État. Mais par déduction logique, on ne peut pas gagner la paix entre les États, si ces mêmes prérogatives restent partagées entre leurs cent-quatre-vingt-quinze mains.

Si l'on ne met pas les principes qui ont permis l'émergence de sociétés pacifiées et organisées au niveau mondial, alors nous resterons dans cet état de fait, de nature violente, ou la paix perpétuelle de Kant ne sera qu'un vieux souvenir décoratif sur les murs d'un monde ruiné par d'incessantes guerres vers lesquelles le statu-quo actuel nous amène inéluctablement.

Pas de sortie de l'état de nature sans l'unité de la prérogative

Le trait de crayon de la doctrine servant de conclusion à cet état de fait est étonnamment libéral, puisqu'il s'agit d'une forme de statu-quo, établi sur le principe d'une raison d'État, qui comprendrait qu'au bout du compte la guerre serait contraire à ses intérêts. Ainsi nous aurions un monde fait d'États, croupissant derrière leurs murs, se guettant d'un œil méfiant, les armées aux aguets derrière les ponts-levis, et la paix se gagne sur cet équilibre entre puissance et intérêts.

D'après un point de base, qui semble être en 2024 l'état du monde, reprenons ce parallèle individu-Etat.

Sur quelle fiction philosophique repose l'ensemble de notre système politique et économique depuis les lumières ? Celle d'un homo-économus rationnel guidé par sa raison. C'est ce postulat qui fait que l'on accorde aux individus un bulletin de vote ou qu'on les laisse guider leur vie économique de manière libre. On le fait car on part d'un principe, d'une fiction nécessaire, que le calcul coût-intérêt rend les décisions raisonnables. Accepter ce statu-quo sur la scène internationale, c'est donc faire primer, même chez les réalistes, une vision libérale, en ce sens où les Etats agissent librement et que l'emploi de cette liberté devrait, de manière générale, se faire pour le mieux.

Dans son œuvre philosophique, *La théorie des sentiments moraux* (1759), Adam Smith explique justement ce qui permet aux individus de vivre à la fois librement et de manière pacifiée : la main invisible. Avant d'être mise au service d'un principe économique, la main individuelle est une théorie d'étude sociale, presque psychologique. C'est l'idée selon laquelle société et solidarité ne naissent pas d'une nature philanthropique de l'homme mais au contraire de son égoïsme. C'est la somme des égoïsmes qui viendrait former la société. Le restaurateur ne donne pas à manger par pure bonté mais par l'égoïsme de gagner de l'argent, les individus sont polis non pas par une gentillesse intrinsèque mais par crainte de se faire juger et exclure du groupe...etc. Avant d'être traduite comme un État loin de son stade providentiel, la main invisible c'est ce sentiment interne aux individus qui, via l'égoïsme, leur permet de vivre en société.

Mais même chez les plus libéraux des libéraux, jamais la force de cette main invisible ne permet la disparition de l'organisation étatique. Même de taille réduite, elle demeure. Le monopole d'un certain nombre de prérogatives de la part de l'Etat : armée, finance, éducation (même chez Smith), permet à la fois de pallier les imperfections du marché, mais permet la mise en place de cette main invisible qui ne pourrait exister si les individus étaient entièrement libres. N'est-ce pas la première caractéristique de la liberté ; d'être limité par elle-même ? Si elle est absolue, elle n'est plus.

Pourtant, nous avons malgré cela misé sur une main invisible à l'échelle mondiale. Qu'un sentiment pareillement interne aux Etats les ferait agir correctement. En omettant une fois de plus, d'en tirer les conclusions : c'est-à-dire que toute pacification est une question de prérogatives, de leurs importances et des personnes qui les détiennent.

Février 2022, la Russie attaque l'Ukraine. Octobre 2023, Israël lance ses raids sur Gaza. Pendant ce temps les réalistes clament leur victoire idéologique : maintien et résurgence du modèle étatique. Mais pouvait-il réellement en être autrement ?

Construction étatique de la scène interétatique

L'homme est un technicien, disait Bernard Stiegler, pour bâtir le meilleur comme le pire. Ce qu'il a bâti depuis 1945, c'est un château de cartes, osant s'offusquer de le voir s'écrouler. Des chartes, des conventions, des sommets..etc. Mis bout à bout par centaines, sans jamais se pencher sur le cœur du problème à savoir : où demeurent les prérogatives ? Nous avons voulu bâtir une société-monde dans laquelle le droit n'est qu'indicatif et jamais, ou presque, coercitif. Sachant pertinemment qu'à l'échelle individuelle cela ne marcherait jamais, le monde fut le triste cobaye d'un espoir d'anarchie pacifiée.

C'est en cela qu'il est important d'étudier l'État sous un prisme équivalent à celui que l'on porte aux individus.

Les doctrines se sont divisées sur l'établissement d'un constat. D'un côté les réalistes : comme l'homme, l'État est fait de passions et de violences. De l'autre les libéraux : l'Etat est comme l'homme, fait de raison et de calcul d'intérêt. Sur ce plan il y a un parallélisme État-individu, criant de pertinence au demeurant, mais jamais, en tout cas de manière aussi importante, la conclusion de cela n'en fut tirée. Puisque peu importe la nature de l'individu, bonne ou mauvaise, il en demeure bien que pour vivre de manière pacifiée, doit planer au-dessus de lui, le visage d'un homme portant suffisamment de prérogatives pour que trop cher lui coûte le fait d'en sortir. C'est ce qu'est un parent pour l'enfant. C'est ce qu'est un professeur pour l'élève. C'est ce qu'est l'État pour une population. Mais on s'est arrêté là. Sans se dire que, peut-être, au vu de centaines d'années d'état de nature entre eux, il faudrait commencer à concevoir l'omnipotence qui surplomberait les Etats.

Ce propos n'est pas la défense d'un gouvernement mondial centralisé, qui serait illusoire. Mais ce n'est pas non plus l'idée selon laquelle l'interdépendance économique actuelle de la mondialisation suffirait à généraliser la paix.

La mondialisation est la preuve que le bon chemin peut être pris, mais elle ne doit pas s'arrêter à la sphère économique. Sans un renforcement politique de la mondialisation, en donnant un certain nombre de prérogatives importantes à une instance supérieure aux Etats, jamais notre globe ne connaîtra la paix ou société. En somme, renforcer le droit cosmopolitique de Kant à des sphères plus étendues. Pour enfin esquisser, à la lumière des souvenirs de guerre, ce nouveau contrat social qui survolerait les continents.

Parallèle Nietzschéen de la scène interétatique

Puissance, force, grandeur, voilà quelques mots tout autant caractéristiques de la scène interétatique que de la philosophie nietzschéenne. La conquête du surhumain, quête de l'individu, mais qui se retrouve aussi dans l'État par la conquête de puissance. Le grand dam

de cela, dans les deux cas, c'est lorsque la volonté de puissance dépasse le nécessaire qu'elle apporte pour ne devenir qu'une accumulation compulsive. Qui plus est, lorsque le moyen devient plus important que le but. Être une puissance, c'est un moyen, pour des buts variés : sécurité, paix, prospérité. La puissance est donc un procédé fondamental pour acquérir ces attributs. Dans cette perspective, l'Etat est l'organe qui, par l'acquisition de puissance, obtient davantage de rétribution pour ses citoyens. Par exemple, cette volonté de puissance fut éminemment positive pour la France Pompidou-gaullienne. Ce désir de grandeur, d'indépendance a mis le pays au sortir de la guerre sur la voie d'une modernité loin d'être acquise. La volonté de puissance qu'a eu le général de Gaulle pour faire entrer l'agriculture dans le marché commun, c'est un exemple de puissance qui n'oublie pas son but. C'est là le premier parallèle intéressant avec Nietzsche puisque un certain degré de volonté de puissance, c'est un peu le café des âmes, individuelles ou nationales. C'est une mise en mouvement, une mise en développement éminemment nécessaire pour les rétributions qu'elle comporte.

Le problème est, dans le dévoiement de cette notion, qui se traduit chez les Etats par une volonté de puissance exacerbée. Dans ce cas, la puissance n'est plus le moyen mais le but, et perd toutes ses vertus. À en voir, la politique de l'URSS durant la guerre froide en est le meilleur exemple. C'est à se demander si la seule obsession n'était pas de gagner des places dans les classements en tout genre. Avoir la première ou seconde place économique. Avoir la troisième ou quatrième place des puissances militaires importe peu si les buts que comporte l'acquisition de ces positions sont dévoyés. L'URSS avant ainsi beau être en haut du classement de la puissance militaire ou en haut du classement du nombre d'ogives nucléaires, les citoyens n'en avaient plus aucune rétributions et cela perdait tout intérêt.

C'est bien la question que devrait garder en tête tout gouvernement et tout diplomate. Quelles sont les rétributions directes de mon action? Le problème dans les relations internationales, c'est que le théorique a remplacé la pratique. Mais toute politique extérieure devrait calquer le modèle d'une politique intérieure, à savoir chercher le plus de rétribution concrète pour le citoyen à chaque action.

On avait beau parler de l'URSS comme la deuxième puissance mondiale (la bipolarité du monde), le citoyen russe moyen n'y voyait aucun intérêt. Si ce n'est même souffrir des sacrifices qu'il consent -ou est poussé à consentir- à défaire pour ce statut illusoire de puissance. La Suisse, l'Islande, la Nouvelle Zélande et tant d'autres, sont des pays qui n'ont jamais couru derrière la folie de la puissance. Pourtant ne vaut-il pas mieux être citoyen Suisse que Russe sous l'URSS ?

Dans une mesure différente, c'est le même problème de l'autre côté du monde chez les Américains. La politique américaine jusqu'à la seconde guerre mondiale ne perdait pas de

vue son but, et la puissance venait le servir avec une certaine habileté. Par contre, toute la politique, extérieure principalement, américaine durant la guerre froide, était tout autant dans le faux que l'URSS. Des milliards de dollars pour influencer à l'autre bout du monde tel groupe pour qu'il renverse tel gouvernement et tout ce genre de calculs diplomatiques typiques des États-Unis durant la période est caractéristique de ce problème de dévoiement de la puissance. Il n'y a rien de « bateau » à considérer qu'entre ce que coûtent pour un citoyen américain ce genre d'opérations sur sa feuille d'impôt, et les rétributions, symboliques ou non, qu'il reçoit, ne se valent absolument pas. Si l'on demandait à la CIA ou au KGB des études d'impact comme pour la loi actuellement, elles seraient pour la majorité abandonnées. Ce genre de politiques n'est autre qu'une ivresse de la puissance. Contreproductive à la fois pour les buts qu'elle est censée défendre, mais aussi envers elle-même (Vietnam, Afghanistan). Étrangement il faut éviter de mener des politiques intérieures inutiles mais cela est moins le cas pour l'extérieur. Peut-être par manque de démocratie pour ce qu'on appelle le « droit des gens » ? Difficile à mesurer. Même les auteurs libéraux comme Locke faisaient des affaires étrangères un pouvoir discrétionnaire et il est en effet difficile de le voir autrement. En tout cas, tous les pays devraient regarder ce crâne tel Hamlet pour se poser la seule question qui vaille : être ou ne pas être une puissance, certes, mais pour en faire quoi ? Telle est la question.

Finalement, cette course illusoire à une accumulation de puissance s'est soldée dans les années 2000 par ce que Bertrand Badie a nommé « l'impuissance de la puissance ». C'est-à-dire que même dans le domaine de la puissance, celle-ci ne fonctionne plus. Alors que dire de toutes les autres sphères politiques qu'elle a dévoyées.

Revenons sur le parallèle nietzschéen. Nietzsche critique la situation occidentale en la mesure qu'elle tend vers une inéluctable décadence tant qu'elle continuerait de perdre sa volonté de puissance. Pour lui, les faibles ont exercé un renversement de l'ordre moral pour que le fort cesse d'exercer, au nom de ces nouvelles valeurs morales, sa domination sur le faible. Ce constat que développe Nietzsche dans l'ensemble de son œuvre est un apport majeur à la philosophie de la morale. Sans prendre à la lettre l'ensemble de son propos, lire Nietzsche, c'est lire l'une des rares personnes qui remet en cause les fondements de la chose que l'on croit la plus vraie ou inéluctable : notre morale. Mais, et c'est là que tout le parallèle avec la scène interétatique est intéressant, si talentueux fut le constat, il se solde par une mauvaise interprétation de la chose. Ironique d'ailleurs de voir, que les relations internationales ont fait le même constat que Nietzsche l'a fait pour l'individu, et se sont trompées dans les mêmes conclusions à en tirer.

L'erreur de Nietzsche réside bien dans une mauvaise interprétation de la puissance. Si le faible justement, par des moyens détournés, parvient à changer l'ordre moral pour imposer ses vues au fort (voilà le constat de Nietzsche). Mais donc, n'est-ce pas dès lors lui le

détenteur de puissance ? Dans le portrait juif contre Romain qu'il dresse, n'est-ce donc finalement pas le Juif le fort, dans la mesure où il parvient à détrôner la puissance du Romain. Idem, le fort est-il vraiment là où on le pense dans la scène interétatique ? Malheureusement contemporaine, l'attaque de la Russie envers l'Ukraine est un triste exemple de cette mauvaise interprétation de la puissance. L'attaque est en son nom. Le presque demi-million de morts aussi. Et tout cela pour quoi ? En ce sens où, toujours selon ce qui doit rester l'objectif, quelles sont les rétributions pour les citoyens russes -sans parler des Ukrainiens- d'avoir cette parcelle de territoire en plus. Absolument aucune et c'est d'ailleurs pour cela que Poutine s'appuie sur tout un imaginaire autour de la grande Russie davantage que sur le véritable intérêt de cette guerre. Il ne fait que jouer autour des affects, d'un imaginaire collectif, rien de plus. Les rétributions il n'y en a aucune, si ce n'est soi-disant courir derrière la puissance mais sans que celle-ci n'apporte quoi que ce soit. Dans le même temps, l'Inde développe ses universités et exporte ses talents dans le monde. Le PDG de Google en est originaire, comme des milliers d'ingénieurs dans la Silicone Valley. Pendant ce temps, il y a des milliers de morts pour une parcelle de terre supplémentaire dans un pays qui compte déjà onze fuseaux horaires. Parfait exemple de bon choix entre moyens et but. La puissance certes, en tout cas comme moteur de développement. Mais elle n'est sûrement pas là où les États cherchent. Cette vision nietzschéenne de la puissance, une fois dévoyée et consommée à outrance, chez les individus comme les États, ne peut que conduire aux pires drames.

Ce concept du surhomme et de la volonté de puissance est couplé à celle d'éternel retour. Le fort est celui qui n'aurait pas peur de revivre sa vie éternellement puisqu'elle fut belle. Ce concept a d'autant plus d'importance dans le domaine politique, en ce sens que très souvent -trop à mon sens mais ce sera la suite du propos- l'histoire politique est perçue comme une boucle. On dit d'ailleurs étudier l'histoire pour prévenir l'avenir, et les parallèles ne manquent pas envers les événements passés pour essayer d'y voir une copie dans les situations présentes. En ce sens, Nietzsche donne un impératif qui se qualifierait sans problème de catégorique au sens kantien. En effet, une puissance serait alors celle qui n'aurait pas de mal à voir son histoire se répéter éternellement. Mais là encore on ne parle pas des mêmes puissances. La Russie accepterait-elle de revivre éternellement sa politique du XXe siècle ? Bien qu'elle soit orientée dans un objectif de puissance, je ne crois pas. De même, les Etats-Unis reprendraient-ils leur histoire comme telle ? Je ne crois pas non plus, et on voit bien que déjà les politiques contemporaines semblent prendre une direction qui traduit une forme de regret envers un certain nombre de passages de l'histoire (esclavage, massacre des indiens, puritanisme). Mais alors quelle puissance, ou plutôt quelle politique, accepterait-elle de voir son histoire répétée ? Bien peu malheureusement, peut être aucune,

en tout cas théoriquement celles qui ont compris que la puissance se mesure en quantité et qualité de rétributions pour ses citoyens et rien d'autre.

On peut dire que la politique extérieure n'est qu'une politique intérieure tournée vers l'extérieur, en ce sens qu'elle ne doit tenir compte que d'une seule chose : un calcul coût-bénéfice, à somme positive une fois l'action consommée.

L'éternel retour est une idée fondamentale au niveau individuel. C'est là les prémices d'un existentialisme, qui permet d'aborder la vie dans son ensemble et de chercher à en faire une œuvre. C'est une leçon de vie majeure, que tout individu devrait garder en tête lorsqu'il perd du temps à scroller sur les réseaux-sociaux ou autres. Est-il suffisamment content de sa vie pour vouloir la revivre, malheureusement trop peu diraient oui. La conduite de l'Etat, diplomatique surtout, doit aussi être pensée en ces termes. Certes il n'y aura pas de retour en arrière temporel, ce n'est là qu'une idée, mais ce n'est pas pour autant que, et c'est ce qu'elle fait depuis toujours, la conduite extérieure du pays soit sans sagesse, presque avec la folle ardeur d'un adolescent, voire capricieuse comme un enfant à enchaîner les crises pour des sujets finalement mineurs en rétributions. Translater cette idée d'éternel retour de l'individu vers le "plus froid des monstres froids" (les Etats) comme les appelait Nietzsche, c'est peut-être justement leur permettre de perdre cette froideur malheureusement tant caractéristique de leur conduite. Tout comme la vie individuelle, la politique des nations doit être pensée en ces termes d'éternel retour. Se posant déjà la question : pour en faire quoi et pour quelles rétributions ? À laquelle il faut donc ajouter : suis-je près à ce que cette politique se répète éternellement sans pouvoir en changer ?

Sur la route de l'histoire universelle d'Hegel.

Qui en suivant son GPS ne s'est jamais retrouvé sur un petit chemin sinueux, persuadé d'être perdu, à accuser son GPS d'avoir pris la mauvaise route. Pourtant, on s'aperçoit généralement que l'erreur vient de nous, une seconde d'inattention qui nous a fait prendre le mauvais chemin. Mais malgré tous les détours, tous les problèmes et le temps perdu, il y a eu un point de départ et d'arrivée à votre trajet. Combien de fois les Etats se sont retrouvés sur ce petit chemin, perdu sur la route de l'évolution ?

Les hommes comme les États évoluent, changent, mutent. Voilà le constat consensuel. Mais de la même manière que sur les autres sujets traités, bien que tout le monde partage le constat, les conclusions ne sont pas, ou mal, tirées.

La vie d'un Homme est faite de plusieurs âges, croissant anniversaire après anniversaire, vers plus de maturité et de sagesse. Tous les âges des jeunes années portent en eux une nouvelle vertu acquise d'ailleurs : "âge de la raison". En ce sens, l'histoire de l'individu est universelle, à petite échelle. Depuis toujours, chaque individu comporte plus ou moins la

même évolution vers le même point final, malheureusement sans appel. Quand il se perd sur ce petit chemin lors de son trajet, ou même à chaque épreuve de la vie, il s'accroche, surmonte les épreuves, et ainsi il grandit et évolue.

Mais étrangement lorsque c'est l'Etat qui se perd, trop nombreux sont les passagers dans la voiture qui clament qu'il ne faut pas aller plus loin, que de toute manière ce trajet n'est qu'une boucle, que l'on se perdra toujours au même endroit..etc. Pourquoi cette différence de traitement entre l'individu et l'Etat ? Pourquoi l'existence de l'individu est vue comme une fatidique ligne droite tandis que celle de l'Etat comme une inlassable boucle qui empêche toute progression ? Si un individu fait à soixante ans une bêtise qu'aurait fait un enfant de cinq ans, l'argument ne serait jamais que la vie n'est qu'une boucle. Alors que c'est étrangement le traitement que l'on réserve aux Etats.

Mais il faut le dire sans détour, voir l'histoire comme une boucle est le plus infâme et dangereux des constats.

Ce que j'ai trouvé le plus étonnant, c'est d'entendre les professeurs d'histoire que j'ai eu, me parler de cette fameuse boucle, alors que pourtant juste après ils nous disaient que l'histoire servait à éviter les erreurs du passé. Mais c'est le serpent qui se mord la queue sans la trouver. L'idée serait donc que l'on prend l'histoire pour une boucle, donc que in fine nous revivrons plus ou moins ce qui s'est passé, puis on l'enseigne car il s'agirait alors tant de notre passé que de notre avenir. Mais s'il est inéluctable que les erreurs passées reviennent pourquoi espérer tirer de son enseignement une capacité à les éviter dans l'avenir. Qui plus est, comment est-il possible de devenir professeur, dont le cœur est de transmettre, si l'on est persuadé que l'histoire est une boucle. Cela veut dire que l'on éduquerait, apprendrait, et transmettrait des choses à des gens qui de toute manière feront les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs. C'est comme si on disait à des parents d'éduquer leurs enfants avec l'intime conviction que de toute manière, toute leur vie durant, ils feront les mêmes erreurs. C'est le même principe pour les États. Il est impossible de voir son histoire comme une boucle. Ou dans ce cas là pourquoi se donner tant de mal à le faire vivre, puisqu'il ne s'agirait que d'un Titanic heurtant des siècles durant le même iceberg.

Au contraire, de la même manière qu'un individu, un État évolue. Simplement la route est plus longue et plus sinueuse, mais ça n'en demeure pas moins une route, conduisant d'un point A à un point B et non d'un point A à un point A.

La politique, c'est l'éducation que l'on donne à un État. C'est par elle qu'il passera, au fil des siècles, de son stade d'enfant à celui d'un vieux sage. Le dégoût porté à cette idée d'une histoire qui a un sens, une évolution, vient tout simplement du fait que, malheureusement, nous sommes aujourd'hui encore à la genèse de l'existence de ce monde. L'enfance (-1000 à 1500 avec la construction étatique) et la crise d'adolescence (1500-1945) des Etats est

peut-être, je l'espère, déjà passée. Mais nous sommes encore loin d'avoir des États tels des vieillards au bord de la cheminée à déverser morales et leçons de vie. C'est sûrement cela qui fait porter ce regard critique sur la condition de notre histoire, comme un parent peut avoir l'impression que son ado tumultueux aura un mauvais avenir.

Mais justement, toutes ces épreuves, parfois pour les plus dramatiques, ne sont que la preuve de notre évolution : de cette histoire universelle comme le dit Hegel. "La paix naissant de la guerre n'est ni la pire ni la dernière des ruses de la raison" disait Raymond Aron. C'est bien de cette idée que naît notre évolution en tant qu'Etat. Non pas dans la simplicité, malheureusement, mais naissant dans l'œuvre du tumulte. Ces épreuves historiques ne sont pas la preuve de notre incapacité à évoluer mais au contraire, notre évolution part de ces erreurs. La SDN n'est pas parvenue à se construire, il a fallu plus d'années de guerres, d'épreuves, d'évolution intellectuelle pour que naisse l'ONU. Il a fallu des milliers d'années de guerre en Europe occidentale pour enfin construire une union pacifiant nos rapport dans un temps désormais historique.

On entend encore pourtant tant de "spécialistes" dire que la guerre en Ukraine signe le retour indéfectible de la guerre sur notre continent. Ou encore que l'élection de tel parti populiste en Europe se fait dans les mêmes conditions que les nazis. En somme que 2024 est semblable à 1930. Mais ce n'est pas parce que le stade d'évolution n'est pas encore parfait qu'il n'y a pas d'évolution. Les conditions n'ont absolument rien avoir et malgré tout le tragique de la guerre en Ukraine il ne s'agit en rien d'un conflit de même ampleur que ceux connus par le passé et c'est justement l'évolution de la scène mondiale qui a permis cela.

Un parallèle qui me semble parlant, est de comparer l'évolution de la construction à l'intérieur des Etats à celle de l'extérieur. Au fil de milliers d'années, d'abord en sortant de l'état de nature, puis en se formant en tribu, en cité, en région, puis en état centralisé, la construction de l'Etat est ainsi un long tumulte vers plus de sécurité et de centralité. Les rapports humains au sein de la France par exemple ne sont pas du tout les mêmes aujourd'hui qu'en 970. Il peut certes y avoir dans la violence de notre société mais elle n'est absolument pas comparable à celle d'antan et surtout à chaque fait divers on ne dit pas "l'éternel retour de notre société à son stade mérovingien". Le même constat doit être fait sur la scène interétatique. Toujours violente certes, mais infiniment moins que par le passé. Pour comprendre cette dynamique historique il convient de distinguer le terme : les spillback et les spillovers. Les uns sont de simples ralentissement dans un processus, l'autre un véritable changement de paradigme. Notre histoire connaît en cela d'innombrables ralentissements, mais jamais ce fameux changement de paradigme qui en ferait une boucle. Le sens de cette histoire universelle, c'est là où je m'écarte en partie de la thèse hégélienne, n'est autre que la mondialisation. Pour comprendre cela, mettons nous d'abord sur la définition de la mondialisation. Il ne faut pas l'entendre simplement comme un

accroissement des échanges économiques à l'international : c'est une partie mineure de ce qu'elle est. Il faut voir la mondialisation au sens le plus large possible : comme processus de changement d'échelle des relations sociales, en l'occurrence vers une focale toujours plus grande d'organisation. Ainsi la mondialisation ne commence pas au XIXe siècle, ni même dans les années 2000. La mondialisation commence là où l'histoire humaine commence. On la définit comme un processus, c'est donc l'idée d'une évolution en marche. En effet, depuis toujours l'humanité augmente en échelle ses échelons d'organisation : de la tribu à la cité, de la cité à la région, de la région à l'Etat centralisé. Malgré tous les ralentissements que cette évolution a pu connaître : nationalisme, guerre...etc. Jamais elle n'a conduit de véritable changement de paradigme pour inverser la tendance. La maturité de la vie interétatique c'est lorsque ce mot n'existera plus, qu'il n'y aura que la vie étatique, au singulier, à travers les continents. Aujourd'hui, notre stade d'évolution en est à l'Etat centralisé, connaissant des échanges économiques. Apparaît aussi avec les développements des télécommunications des échanges culturels à l'échelle mondiale. De ce syncrétisme économie-culture naît, et c'est tout l'enjeu des décennies futures, une mondialisation du politique. Encore dans sa genèse certes mais la politique se mondialise et l'enjeu est de continuer cette construction. La question n'est pas de savoir si on le souhaite ou non. Je l'ai déjà cité mais comme le dit G.Burdeau "l'Etat n'est qu'une fiction de l'esprit", c'est une fiction autour de laquelle un certain nombre d'affects nous rattachent et nous permettent de vivre en société. Le rejet de la mondialisation naît de cela, un trop grand attachement à une fiction de l'esprit. L'état n'est qu'un organe politique, on l'a revêtu de certains drapeaux, chants, ou langues pour que les citoyens s'attachent à ce pouvoir de domination. Mais n'est qu'un organe politique, bâti artificiellement, pour organiser la vie des individus. La seule question qui se pose est la pertinence de l'échelon de l'organisation. Quel est l'échelon d'organisation politique souhaité ? Est-il plus pertinent de rester divisé en état pour s'organiser ou de chercher à tendre vers plus d'unité. Comme l'histoire nous l'a démontré, nous sommes voués à l'unité et à l'accroissement de cette échelle d'organisation. Cette histoire universelle, qui a un sens, une direction, c'est celle de tendre vers un Léviathan mondial, le seul capable de nous sortir enfin de notre état de nature sur la scène internationale.

En aucun cas il s'agit là de détruire le local ou les différentes cultures. Mais la construction d'une centralité en France n'a pas empêché les cultures régionales de perdurer. Alors en quoi la construction d'une centralité mondiale détruirait les cultures nationales ? Il s'agit là d'une question d'échelle d'organisation, à savoir une unité de prérogatives, de la pure politique en somme. Les individus resteront réunis par culture ou affinité, la politique n'est de toute manière pas destinée à déterminer cela, mais simplement à les administrer.

Il s'agit bien évidemment d'une vision de l'histoire sur le temps long. Comme toutes les constructions sociales humaines, cela se compte certainement en milliers d'années. Mais enfin il me semble impératif de considérer, cet objectif à terme, qui paraît être le seul viable et capable de conjurer nos maux actuels.

Pour des problèmes mondiaux il ne peut y avoir que des solutions mondiales. Mais ce n'est pas sans dire que la mondialisation ne pose pas de problème. Ce n'est pas ici mon propos, qui se borne à de la théorie. Mais il faut comprendre que toutes les problématiques autour de la mondialisation sont des enjeux sérieux, comme l'environnement, qui induit par conséquent que le problème n'est pas la mondialisation mais cette mondialisation. C'est cette mondialisation qui est nocive pour l'environnement, mais pas la mondialisation en tant que concept qui reste le seul moyen de conjurer cela.

Le bonheur comme souverain bien

Voilà l'un des rares consensus en métaphysique individuelle, le souverain bien n'est autre que le bonheur. C'est la quête ultime de l'existence individuelle, partagée universellement, c'est le seul guide et moteur de nos actions. Même dans un cas extrême, celui qui en vient à se suicider est aussi dans une forme de quête du bonheur, par la recherche d'un moins grand malheur.

Ces individus, tous guidés par le bonheur, se forment donc en société pour se faire gouverner. Dans sa politique intérieure, ce gouvernement composé et mis sur pied par des

individus désireux de bonheur, ne fait que mettre ce bonheur en actes politiques. Ou plutôt pour "combattre le malheur" comme le dit André Comte-Sponville. Mais par je ne sais pas quel coup de baguette magique, voilà qu'il ne l'est plus sur la scène internationale. Les souverains biens de la géopolitique sont variés selon les doctrines : puissance pour les réalistes, sécurité pour les néo-réalistes, ou l'intérêt de manière générale. Il y en a plein, justifiés par d'innombrables thèses, mais jamais le plus élémentaire de tous : le bonheur. En effet, l'évolution de la doctrine a permis de s'éloigner du moyen pour se concentrer sur le but. C'est notamment pour cela que l'objectif de sécurité a primé sur la puissance. Mais le but ultime, le "der des der" des objectifs : c'est le bonheur. C'est là l'erreur monumentale de la conduite diplomatique et des relations entre Etats, c'est bien de s'être éloigné de la métaphysique individuelle. Dès lors de se distinguer d'une volonté de bonheur, quête de l'individu, vers d'autres objectifs. La doctrine a de cette manière cherché à établir quel serait le souverain bien le plus pertinent en relations internationales, sans jamais évoquer le bonheur. Il n'y a là rien d'utopique, ce n'est pas un monde illusoire où tout le monde ferait l'amour au lieu de la guerre, si tant est que cela soit vraiment détestable. C'est simplement

le postulat que l'État doit se comporter comme une vie individuelle. - J'en profite pour émettre ici une distinction avec la doctrine libérale. Il ne s'agit pas seulement de considérer les États comme un ensemble d'individus, mais comme un individu à part entière - C'est-à-dire agir chaque jour, mettre toutes ses actions et sa volonté, dans la maximisation du bonheur. La sécurité n'est-ce pas pour être heureux ? On est heureux quand on est en sécurité et non pas en sécurité lorsqu'on est heureux. Ce qui démontre que le bonheur est une conséquence de la sécurité et donc un souverain bien plus abouti. Pourtant on s'est refusé à l'établir comme objectif suprême, préférant puissance, intérêt ou sécurité, sans comprendre que le but de ces moyens n'était autre que le bonheur des individus. Le fait de ne pas être allé aujourd'hui au bout de la démarche sémantique et philosophique n'est pas sans conséquences. L'offensive menée par la Russie sur l'Ukraine est justement portée au nom, pas tant d'un objectif de puissance, qu'un intérêt de sécurité. Si la doctrine établie la sécurité comme objectif, il n'est donc pas étonnant de voir la Russie désireuse de créer un État tampon avant l'OTAN. Poutine a agi dans la doctrine. Mais est-ce pour autant désirable ? Les Russes et les Ukrainiens tirent-ils plus de bonheur de cette guerre qu'ils n'en perdent ? Rien n'est moins sûr. Mais cela va dans les deux sens. "Le bonheur c'est continuer à désirer ce que l'on possède" disait Voltaire. Cette phrase définit vers quoi l'on doit se tourner pour trouver le bonheur. Ainsi, de l'autre côté, les forces occidentales et l'OTAN ont agi de la même manière que Poutine, bien que l'action finale ne soit pas comparable. L'OTAN, surtout les Américains, ont eu tant la puissance que l'intérêt comme référent dans la conduite de leur politique extérieure. Résultat, une volonté d'accroissement presque compulsive des territoires membres de l'OTAN. Les deux blocs étaient incapables de continuer à désirer leur possession, celles sur lesquelles vivent pourtant ceux qui les ont portés au pouvoir, et comme une tumeur les volontés d'expression n'ont alors pu que se répandre pour inévitablement se heurter. Chercher le bonheur en continuant à désirer ce que l'on possède (à ne pas voir comme une volonté de ne pas évoluer), voilà ce que devrait être, si tant est que la raison guide les esprits, la doctrine du monde. Tant la Russie que les Etats-Unis, avant de vouloir élargir les sphères d'influences, ne devraient-ils pas désirer et s'occuper un peu plus de leur sol. Lorsque la moitié de la population américaine est obèse, que les étudiants sont endettés jusqu'à leur retraite, que la moitié du pays est presque coupée du développement des côtes, comment peut-on penser à aller voir d'autres terres où exercer son influence ? Avoir comme souverain bien le bonheur, c'est comprendre que la terre que nous cultivons mérite plus d'attention et de développement. C'est rendre son herbe plus verte, et non accumuler des hectares jaunissants.

Alors voilà l'importance que représente la translation de la métaphysique individuelle. Voir les Etats comme des entités à part, conduits par d'autres principes que les nôtres (humains), à amener l'humanité au pire drame. Ce parallèle permet d'offrir à l'Etat toute la sagesse dont

les individus peuvent disposer. Pour être capable de n'avoir comme objectif que le bonheur, régi par un principe social d'unité de la prérogative et dans une recherche construite de puissance, conduisant l'humanité sur la route de l'histoire.

Louis Maistre

Traduction en anglais :

Metaphysics of the inter-state scene

Relevance of a parallelism between the metaphysics of the individual and that of the state

Resume :

This article is a research into the metaphysics of the interstate scene, through a parallel with that of the individual. This is about giving an essence to the State in its relationship with others, and no longer a simple existence, that established by the actors who compose it. This work is focused on five major points, which were fundamental for the construction of the individual and society, but almost entirely avoided when it came to the State. 1: The need for a global Leviathan, the most accomplished stage of the social contract, to take States out of their state of nature. 2: The imperative unity of the prerogative to compensate for the failures of an invisible hand in the current status quo. 3: Parallel with Nietzschean philosophy, in the will to power and eternal return, two primordial notions in the foreign policies of States. 4: Hegelian universal history and the historical meaning of this world society. 5: The importance of sharing the sovereign good of the individual and that of the State: happiness.

Article

Isn't the state just a sum of individuals? Moreover, how to explain that a society, including the absolute sum of the individuals who compose it, lives and organises itself, at least in a number of countries, in a peaceful and reasoned way. Even though its heterogeneous composition, since absolute, should make it an almost uncontrollable organ. In any case, according to the theses of the crowd, especially the famous psychology established by Gustave Le Bon. Yet, society seems to hold, organize, pacify itself to a certain extent.

How can we explain then that the State, which is only a smaller sum of individuals (the rulers), does not manage to organize itself in this way on the international scene. However, political literature generally speaks of him with certain turns of sentences, as if he were an individual - ironically in the same way as Madame de Pompadour did when calling Louis XV "France" -: State X wants X, such a state loves such a thing, or such a other state...etc. In short, in each sentence quoting the State we could replace it with the term individual and the sentence would always sound correct.

However, from Descartes to Smith, the individual is considered to be of reason, in any case our political system is based on this idea. Yet, once grouped at the state level, all this metaphysics implodes? How can the meeting of beings of reason give an unreasonable office? Why still in 2024, in the light of the wars in Ukraine or Palestine, the State seems to remain one of the only social structures to act out of passion more than reason? Or rather towards an inability to pacify.

In reality, it is not so much that there are on the one hand individuals made of reason and kindness in the face of states without these same qualities. It was rather, without knowing why, that the doctrine refused to transplant to States, which allowed individuals to pacify. So let's see in this sense, all the interest of a small individual-state parallelism.

Relevance of an individual-state parallelism

For thousands of years, philosophy has worked hard to deduce a metaphysics of the individual. To draw, or try to draw, a form of periodical table of its emotional, passionate elements...etc. Define by negative deduction everything that science has not been able to affirm about our condition. Very good. Now, of this same group of individuals, a handful of them have distinguished themselves from the mass to govern it. In different forms, but always according to the same principle, and, without returning to the history of the world, over the course of this institutionalisation, this group was named State. Unfortunately extremely explicit for the governments of a single one, more cosy for democracies, the fact remains that fundamentally, the passions of atoms are always found in the action of the molecule. Their studies must therefore not be separated, in view of this unwavering link and, failing to look at the State separately from those who compose it, rather seek to translate what we know about one, to the other. Therefore, in the same way that individuals interact in a given territory (here society), States have ended up interacting in the same way with their cross-border counterparts (here is the international scene). Understanding the reports present in the first is therefore reeling of relevance in terms of apprehending the sadly conflicting reports of the second.

These states have not escaped the scrutiny of philosophical analysis. From Aristotle, to Arendt, via Dante, Kant or Bodin, States have been thought out, reflected, analysed. This is where a Gordian knot begins to form that humanity is not about to undo. Literature has indeed thought of the State, in all its aspects certainly, but always as a separate entity. This is the heart of the problem. The state was thought as if we could meet him around the corner. The State here, the State there, the State wants this or does not want that. The State was perceived as a physical entity, fallen from the sky, and almost like us, the fruit of a Darwinian evolution. Never, at least in an important way, as what it really is, that is, a "fiction of the spirit" (G.Burdeau), embodying only a group of individuals. It was therefore never studied as this simple aggregate of individuals, and therefore could therefore fundamentally only have a metaphysics similar to that of the individuals who compose it. In short, the State can only be the addition of what the individual is, then by deduction, of what society is. Instead of thinking of him as an entity hermetically separated from the rest, he should have, to be understood in his action, been approached by a translation of individual metaphysics towards him. To summarise, see the state as an individual, and deduce for one what has been deduced for the other.

Towards a leviathan-world

However, this is what the realistic doctrine had begun to do. What does she say? The interstate scene is to the State by nature, where the State or a wolf for the State, and therefore reigns the law of the strongest making everyone run behind the same objective: power, to thus manage to survive in this anarchy. Good. But from what de facto situation was this vision translated: the State of nature of man. For the realists, the world is today what Men were among themselves before the appearance of the State in Hobbes' vision. This is when realism began to make this individual-state translation. In the sense that it shares the same vision on the original, violent and anarchic situation of both Man and the State. But where is the conclusion? Who should appear so clearly? Hobbes established himself as the godfather of political philosophy because he drew this conclusion that today organises us: the Leviathan. Indeed, if the Leviathan, and all that it implies, was efficient in transforming this state of nature into a peaceful society, why does the doctrine not draw this parallel with the international scene. To get individuals out of this war of all against all, the only way was to set up above them this omnipotent body that, monopolising the violence of men, allows them to live in peace. But then, if the realists agree on the observation of the state of nature, why none speaks as a solution to this war of all against all, of the establishment of a Leviathan, global in this case.

Today, it is consensual to say that anarchy is not a viable situation to make society. As proof, we only have to look at what political literature has called in a thousand ways: quasi-state,

failed-states, rogue-states...etc. Where the state is no longer, where the omnipotence of the Leviathan disintegrates, the war of all against all returns and society implodes.

Why then is this observation not made on the international scene? Everyone agrees that at the individual level this is necessary, but not at the interstate level. Thus, the world could dearr in a form of global feudalism. The partition of the planet is done in an enchâtellement where 195 seigneuries are constantly warring without intellectual thought calling into question this lack of monopoly. Of what monopoly? Well, the same as the one that was necessary for Man: that of legitimate violence (Weber), the financial and military monopoly (N. Elias). In doing so, everything is a question of prerogatives. For social peace to be won, it must come out of the hands of individuals to go into those of the state. But by logical deduction, we cannot win peace between States, if these same prerogatives remain shared between their one hundred and ninety-five hands.

If we do not put the principles that have allowed the emergence of peaceful and organised societies at the global level, then we will remain in this state of affairs, of a violent nature, or Kant's perpetual peace will only be an old decorative memory on the walls of a world ruined by incessant wars towards which the current status quo inevitably leads us.

No exit from the state of nature without the unity of the prerogative

The pencil line of the doctrine serving as a conclusion to this state of affairs is surprisingly liberal, since it is a form of status quo, established on the principle of a reason of state, which would understand that in the end war would be contrary to his interests. Thus we would have a world made of states, croaking behind their walls, watching with a suspicious eye, the armies on the lookout behind the drawbridges, and peace is won on this balance between power and interests.

According to a base point, which seems to be in 2024 the state of the world, let's take up this individual-state parallel.

On what philosophical fiction is our entire political and economic system based since the lights? That of a rational homo-economic guided by his reason. It is this premise that allows individuals to be given a ballot or allowed to guide their economic life freely. We do it because we start from a principle, a necessary fiction, that the cost-interest calculation makes decisions reasonable. Accepting this status quo on the international scene is therefore to prioritize, even among the realists, a liberal vision, in the sense that States act freely and that the use of this freedom should, in general, be done for the best.

In his philosophical work, *The Theory of Moral Feelings* (1759), Adam Smith explains precisely what allows individuals to live both freely and peacefully: the invisible hand. Before being put at the service of an economic principle, the individual hand is a theory of social study, almost psychological. This is the idea that society and solidarity are not born from a philanthropic nature of man but on the contrary from his selfishness. It is the sum of the selfishness that would come to form society. The restaurateur does not give food for pure kindness but for the selfishness of earning money, individuals are polite not by intrinsic kindness but for fear of being judged and excluded from the group...etc. Before being translated as a state

Far from its providential stage, the invisible hand is this feeling internal to individuals that, through selfishness, allows them to live in society.

But even among the most liberal liberals, the strength of this invisible hand never allows the disappearance of the state organisation. Even of small size, it remains. The monopoly of a number of prerogatives on the part of the State: army, finance, education (even at Smith), allows both to overcome the imperfections of the market, but allows the establishment of this invisible hand that could not exist if individuals were completely free. Isn't it the first characteristic of freedom; to be limited by itself? If it is absolute, it is no longer.

Nevertheless, we have relied on an invisible hand on a global scale. That a similarly internal feeling of the States would make them act properly. By omitting once again, to draw the conclusions: that is to say, any pacification is a question of prerogatives, their importance and the people who hold them.

February 2022, Russia is attacking Ukraine. October 2023, Israel launches its raids on Gaza. Meanwhile, the realists claim their ideological victory: maintenance and resurgence of the state model. But could it really be otherwise?

State construction of the interstate scene

The man is a technician, said Bernard Stiegler, to build the best as well as the worst. What he has built since 1945 is a house of cards, daring to be offended to see it collapse. Charters, conventions, summits..etc. Put end to end by the hundreds, without ever focussing on the heart of the problem, namely: where do the prerogatives remain? We wanted to build a world-society in which the law is only indicative and never, or almost, coercive. Knowing full well that on an individual scale it would never work, the world was the sad guinea pig of a hope of peaceful anarchy.

This is why it is important to study the state under a prism equivalent to that of individuals.

The doctrines have divided on the establishment of a finding. On the one hand, the realists: like man, the state is made of passions and violence. On the other hand, the liberals: the State is like man, made of reason and calculation of interest. On this level there is a state-individual parallelism, crying out for relevance, but never, at least in such an important way, was the conclusion of this drawn. Since no matter the nature of the individual, good or bad, it remains that to live in a peaceful way, must hover over him, the face of a man with enough prerogatives so that too expensive costs him the fact of getting out of it. This is what a parent is for the child. That's what a teacher is for the student. This is what the state is for a population. But we stopped there. Without saying that, perhaps, in view of hundreds of years of state of nature between them, we should begin to conceive of the omnipotence that would overhang the States.

This point is not the Defence of a centralized world government, which would be illusory. But this is also not the idea that the current economic interdependence of globalization would be enough to generalize peace.

Globalization is proof that the right path can be taken, but it must not stop at the economic sphere. Without a political strengthening of globalization, by giving a number of important prerogatives to a higher body than States, our globe will never know peace or society. In short, strengthen Kant's cosmopolitan right to larger spheres. To finally sketch, in the light of memories of war, this new social contract that would fly over the continents.

Nietzschean parallel of the interstate scene

Power, strength, greatness, these are a few words that are just as characteristic of the interstate scene as of Nietzschean philosophy. The conquest of the superhuman, a quest for the individual, but which is also found in the State by the conquest of power. The great displeasure of this, in both cases, is when the desire for power exceeds the necessary it brings to become only a compulsive accumulation. What's more, when the means become more important than the goal. Being a power is a means, for various purposes: security, peace, prosperity. Power is therefore a fundamental process to acquire these attributes. In this perspective, the State is the body that, through the acquisition of power, obtains more remuneration for its citizens. For example, this desire for power was eminently positive for Pompidou-Gaullian France. This desire for greatness, independence put the country at the end of the war on the path of a modernity far from being acquired. The desire for power that General de Gaulle had to bring agriculture into the common market is an example of power that does not forget its purpose. This is the first interesting parallel with Nietzsche since a certain degree of will to power is a bit like the coffee of souls, individual or national. It is a setting in motion, an eminently necessary development for the remuneration it entails.

The problem is, in the diversion of this notion, which is reflected in the States by an exacerbated desire for power. In this case, power is no longer the means but the goal, and loses all its virtues. To see, the policy of the USSR during the Cold War is the best example. It is to wonder if the only obsession was not to win places in the rankings of all kinds. Have the first or second economic place. Having the third or fourth place of the military powers does not matter if the goals involved in acquiring these positions are misguided. The USSR before being at the top of the ranking of military power or at the top of the ranking of the number of nuclear warheads, citizens no longer had any remuneration and this lost all interest.

This is the question that every government and every diplomat should keep in mind. What are the direct remunerations of my action? The problem in international relations is that theory has replaced practice. But any foreign policy should modelled an internal policy, namely seek the most concrete compensation for the citizen for each action.

Although the USSR was mentioned as the second world power (the bipolarity of the world), the average Russian citizen saw no interest in it. If not even suffering from the sacrifices he makes - or is pushed to consent - to defeat for this illusory status of power. Switzerland, Iceland, New Zealand and so many others are countries that have never run behind the madness of power. Yet isn't it better to be a Swiss citizen than a Russian under the USSR?

To a different extent, it is the same problem on the other side of the world among Americans. American politics until the Second World War did not lose sight of its purpose, and power came to serve it with a certain skilfulness. On the other hand, all politics, mainly external, American during the Cold War, was just as false as the USSR. Billions of dollars to influence on the other side of the world such a group to overthrow such a government and all this kind of diplomatic calculations typical of the United States during the period is characteristic of this problem of diversion of power. There is nothing "boat" to consider that between what this kind of operation on his tax sheet costs an American citizen, and the remuneration, symbolic or not, that he receives, is absolutely not equal. If the CIA or the KGB were asked for impact studies as for the current law, the majority of them would be abandoned. This kind of policy is none other than an intoxication of power. Counterproductive both for the goals it is supposed to defend, but also for itself (Vietnam, Afghanistan). Strangely, we must avoid conducting unnecessary internal policies, but this is less the case for the outside world. Perhaps for lack of democracy for what is called the "people's right"? Difficult to measure. Even liberal authors like Locke made foreign affairs a discretionary power and it is indeed difficult to see it otherwise. In any case, all countries should look at this skull like Hamlet to ask themselves the only question that is worth it: to be or not to be a power, certainly, but to do what with it? That is the question.

Finally, this illusory race to an accumulation of power ended in the 2000s with what Bertrand Badie called "the impotence of power". That is to say, even in the field of power, it no longer works. So what about all the other political spheres she has diverted.

Let's go back to the Nietzschean parallel. Nietzsche criticises the Western situation to the extent that it tends towards an inevitable decadence as long as it continues to lose its will for power. For him, the weak have exercised a reversal of the moral order so that the strong ceases to exercise, in the name of these new moral values, his domination over the weak. This observation that Nietzsche develops throughout his work is a major contribution to the philosophy of morality. Without taking the whole thing to the letter, reading Nietzsche is reading one of the few people who questions the foundations of the thing we believe to be the most true or inevitable: our morality. But, and this is where the whole parallel with the interstate scene is interesting, so talented was the observation, it results in a misinterpretation of the thing. It is also ironic to see that international relations have made the same observation as Nietzsche has made for the individual, and have been mistaken in the same conclusions to be drawn from it.

Nietzsche's mistake lies in a misinterpretation of power. If the weak precisely, by diverted means, manages to change the moral order to impose his views on the strong (this is Nietzsche's observation). But then, isn't he the holder of power? In the Jewish portrait against Roman that he draws up, isn't it finally the Jew the strong, insofar as he manages to dethrone the power of the Roman. Same, is the fort really where we think in the interstate scene? Unfortunately contemporary, Russia's attack on Ukraine is a sad example Of this misinterpretation of power. The attack is in his name. Almost half a million deaths too. And all this for what? In the sense that, always according to what should remain the objective, what are the fees for Russian citizens - not to mention Ukrainians - to have this piece of territory in addition. Absolutely none and that is why Putin relies on a whole imagination around Greater Russia more than on the real interest of this war. He only plays around affects, a collective imagination, nothing more. There are no remunerations, except supposedly running behind the power but without it bringing anything. It does. At the same time, India is developing its universities and exporting its talents to the world. Google's CEO is from it, like thousands of engineers in the Silicone Valley. Meanwhile, there are thousands of deaths for an additional piece of land in a country that already has eleven time zones. Perfect example of a good choice between means and purpose. Power certainly, in any case as an engine of development. But it is certainly not where states are looking. This Nietzschean vision of power, once misguided and consumed excessively, among individuals as well as states, can only lead to the worst dramas.

This concept of superman and the will for power is coupled with that of eternal return. The fort is the one who would not be afraid to relive his life forever since it was beautiful. This concept is all the more important in the political field, in the sense that very often - too much in my opinion but it will be the continuation of the subject - political history is perceived as a loop. It is also said to study history to prevent the future, and there is no lack of parallels to past events to try to see a copy in present situations. In this sense, Nietzsche gives an imperative that would easily qualify as a categorical in the Kantian sense. Indeed, a power would then be the one that would have no trouble seeing its history repeat itself forever. But again we are not talking about the same powers. Would Russia agree to relive its 20th century policy forever? Although it is focussed on a power objective, I don't think so. Similarly, would the United States resume its history as such? I don't think so either, and we can clearly see that contemporary policies already seem to be taking a direction that reflects a form of regret towards a number of passages in history (slavery, massacre of Indians, puritanism). But then what power, or rather what policy, would she accept to see her story repeated? Very little unfortunately, may be none, at least theoretically those who have understood that power is measured in quantity and quality of remuneration for its citizens and nothing else.

It can be said that foreign policy is only an outward-looking domestic policy, in the sense that it must take into account only one thing: a cost-benefit calculation, with a positive sum once the action is consumed.

Eternal return is a fundamental idea at the individual level. These are the beginnings of an existentialism, which makes it possible to approach life as a whole and to seek to make it a work. This is a major life lesson, which every individual should keep in mind when he wastes time scrolling on social networks or others. Is he happy enough with his life to want to relive it, unfortunately too few would say yes. The conduct of the State, especially diplomatic, must also be thought of in these terms. Certainly there will be no time backwards, this is only an idea, but it is not for this case that, and this is what it has always done, the external conduct of the country is without wisdom, almost with the crazy ardour of a teenager, even capricious as a child to chain crises for minor subjects finally in retributions. To translate this idea of eternal return of the individual to the "coldest of cold monsters" (the States) as Nietzsche called them, is perhaps precisely to allow them to lose this coldness unfortunately so characteristic of their conduct. Like individual life, the politics of nations must be thought of in these terms of eternal return. Already asking the question: to make it what and for what remuneration? To which we must therefore add: am I ready for this policy to be repeated forever without being able to change it?

On the road to Hegel's universal history.

Who by following his GPS has never found himself on a small winding path, persuaded to be lost, accusing his GPS of having taken the wrong road. However, we usually realize that the error comes from us, a second of inattention that made us take the wrong path. But despite all the detours, all the problems and lost time, there was a starting and finishing point on your trip. How many times have States found themselves on this small path, lost on the road to evolution?

Men and states evolve, change, mutate. This is the consensual finding. But in the same way as on the other subjects covered, although everyone shares the observation, the conclusions are not, or badly, drawn.

A Man's life is made up of several ages, growing birthday after birthday, towards more maturity and wisdom. All the ages of the young years carry in them a new virtue acquired by the way: "age of reason". In this sense, the history of the individual is universal, on a small scale. Each individual has always had more or less the same evolution towards the same end point, unfortunately without appeal. When he gets lost on this small path during his journey, or even at every ordeal of life, he clings, overcomes the ordeals, and thus he grows and evolves.

But strangely when it is the State that gets lost, too many passengers in the car who claim that we must not go further, that in any case this journey is only a loop, that we will always get lost in the same place...etc. Why this difference in treatment between the individual and the State? Why is the existence of the individual seen as a fateful straight line while that of the State as a tireless loop that prevents any progression? If an individual makes a stupidity at sixty that a five-year-old child would have done, the argument would never be that life is only a loop. While it is strangely the treatment that is given to States.

But it must be said bluntly, seeing history as a loop is the most infamous and dangerous of the findings.

What I found most amazing was to hear the history teachers I had, talk to me about this famous loop, even though right after they told us that history was used to avoid the mistakes of the past. But it is the snake that bites its tail without finding it. The idea would therefore be that we take history for a loop, so that in the end we will relive more or less what happened, then we teach it because it would then be both our past and our future. But if it is inevitable that past mistakes come back, why hope to draw from one's teaching an ability to avoid them in the future. What's more, how is it possible to become a teacher, whose heart is to transmit, if you are convinced that history is a loop. This means that we would educate, learn, and pass things on to people who will in any way make the same mistakes as their predecessors. It is as if parents were told to educate their children with the intimate

conviction that in any case, throughout their lives, they will make the same mistakes. It is the same principle for States. It is impossible to see his story as a loop. Or in this case why give yourself so much trouble to make it live, since it would only be a Titanic hitting for centuries during the same iceberg.

On the contrary, in the same way as an individual, a state evolves. Simply the road is longer and more winding, but it remains a road, leading from point A to point B and not from point A to point A.

Politics is the education we give to a state. It is through her that he will pass, over the centuries, from his childish stage to that of an old sage. The disgust brought to this idea of a story that has a meaning, an evolution, comes simply from the fact that, unfortunately, we are still today at the genesis of the existence of this world. The childhood (-1000 to 1500 with state construction) and the adolescent crisis (1500-1945) of the States may, I hope, have already passed. But we are still far from having states like old people by the chimney to pour out morals and life lessons. This is surely what focusses this critical look at the condition of our history, as a parent may have the impression that his tumultuous teenager will have a bad future.

But precisely, all these trials, sometimes for the most dramatic, are only proof of our evolution: of this universal history as Hegel says. "The emerging peace of war is neither the worst nor the last of the tricks of reason," said Raymond Aron. It is from this idea that our evolution as a state is born. Not in simplicity, unfortunately, but nascent in the work of tumult. These historical tests are not proof of our inability to evolve but on the contrary, our evolution starts from these errors. The League of Nations did not manage to build itself, it took more years of wars, trials, intellectual evolution for the UN to be born. It took thousands of years of war in Western Europe to finally build a union pacifying our relations in a now historic time.

However, we still hear so many "specialists" say that the war in Ukraine marks the unwavering return of the war on our continent. Or that the election of such a populist party in Europe is done under the same conditions as the Nazis. In short, 2024 is similar to 1930. But it is not because the stage of evolution is not yet perfect that there is no evolution. The conditions have absolutely nothing and despite all the tragic of the war in Ukraine it is by no means a conflict of the same magnitude as those known in the past and it is precisely the evolution of the world stage that has allowed this.

A parallel that seems telling to me, is to compare the evolution of construction inside the States to compare the evolution of construction within States to that of outside. Over thousands of years, first by leaving the state of nature, then by forming as a tribe, city, region, then in a centralised state, the construction of the state is thus a long tumult towards

more security and centrality. Human relations within France, for example, are not at all the same today as in 970. There may certainly be in the violence of our society but it is absolutely not comparable to that of yesteryear and especially with each news item we do not say "the eternal return of our society to its Merovingian stage". The same observation must be made on the interstate scene. Still violent certainly, but infinitely less than in the past. To understand this historical dynamic, it is necessary to distinguish the term: spillbacks and spillovers. Some are simple slowdowns in a process, the other a real paradigm shift. Our history knows countless slowdowns in this, but never this famous paradigm shift that would make it a loop. The meaning of this universal history is where I deviate in part from the Hegelian thesis, is none other than globalization. To understand this, let's first look at the definition of globalization. It should not be understood simply as an increase in international economic trade: it is a minor part of what it is. Globalization must be seen in the broadest possible sense: as a process of changing the scale of social relations, in this case towards an ever-increasing organizational focus. Thus, globalization does not begin in the 19th century, or even in the 2000s. Globalization begins where human history begins. It is defined as a process, so it is the idea of an evolution in progress. Indeed, humanity has always increased its levels of organization in scale: from the tribe to the city, from the city to the region, from the region to the centralized state. Despite all the slowdowns that this evolution may have experienced: nationalism, war...etc. It has never led to a real paradigm shift to reverse the trend. The maturity of interstate life is when this word no longer exists, that there will only be state life, in the singular, across continents. Today, our stage of evolution is in the centralized state, experiencing economic exchanges. Also appears with the developments in telecommunications of cultural exchanges on a global scale. From this economic-culture syncretism is born, and this is the whole issue of future decades, a globalization of politics. Still in its genesis, of course, but politics is becoming globalized and the challenge is to continue this construction. The question is not whether we want it or not. I have already quoted it but as G.Burdeau says "the State is only a fiction of the mind", it is a fiction around which a number of affects attach us and allow us to live in society. The rejection of globalization is born from this, too much attachment to a fiction of the mind. The state is only a political organ, it has been put on certain flags, songs, or languages for citizens to attach themselves to this power of domination. But is only a political body, artificially built, to organize the lives of individuals. The only question that arises is the relevance of the level of the organization. What is the desired level of political organization? Is it more relevant to remain divided in state to organize or to seek to strive for more unity. As history has shown us, we are dedicated to unity and increasing this organizational scale. This universal story, which has a meaning, a direction, is that of aiming for a global Leviathan, the only one able to finally get us out of our state of nature on the international scene.

Under no circumstances is it a question of destroying the local or the different cultures. But the construction of a centrality in France has not prevented regional cultures from continuing.

So how would the construction of a global centrality destroy national cultures? This is a question of organizational scale, namely a unity of prerogatives, of pure politics in short. Individuals will remain united by culture or affinity, the policy is in any case not intended to determine this, but simply to administer them.

This is obviously a vision of history over a long period of time. Like all human social constructions, this is certainly counted in thousands of years. But finally it seems imperative to me to consider this objective in the long term, which seems to be the only viable and capable of ward off our current ills.

For global problems there can only be global solutions. But this is not to say that globalization is not a problem. This is not my point, which is limited to theory. But it must be understood that all the problems around globalization are serious issues, such as the environment, which therefore implies that the problem is not globalization but this globalization. It is this globalization that is harmful to the environment, but not globalization as a concept that remains the only way to combine this.

Happiness as a sovereign good

This is one of the few consensuses in individual metaphysics, the sovereign good is none other than happiness. It is the ultimate quest for individual existence, universally shared, it is the only guide and engine of our actions. Even in an extreme case, the one who comes to commit suicide is also in a form of quest for happiness, by the search for a lesser misfortune.

These individuals, all guided by happiness, are therefore formed in society to be governed. In its domestic policy, this government composed and established by

Individuals desiring happiness, only puts this happiness into political action. Or rather to "fight misfortune" as André Comte-Sponville says. But by I don't know what stroke of the magic wand, now he is no longer on the international scene. The sovereign goods of geopolitics are varied according to doctrines: power for the realists, security for the neo-realists, or interest in general. There are plenty of them, justified by countless theses, but never the most basic of all: happiness. Indeed, the evolution of doctrine has made it possible to move away from the means to focus on the goal. This is one of the reasons why the safety objective has prevailed over power. But the ultimate goal, the "der des der" of the objectives: it is happiness. This is the monumental error of diplomatic conduct and relations between States, it is good to have distanced ourselves from individual metaphysics. Therefore, to be distinguished from a desire for happiness, the search for the individual, towards other objectives. The doctrine has thus sought to establish what would be the sovereign most relevant property in international relations, without ever evoking happiness.

There is nothing utopian, it is not an illusory world where everyone would make love instead of war, if it is really detestable. It is simply the premise that the State must behave like an individual life. - I take this opportunity to make a distinction here with liberal doctrine. It is not only a question of considering States as a set of individuals, but as an individual in their own right - that is, acting every day, putting all his actions and will, in the maximisation of happiness. Isn't security to be happy? We are happy when we are safe and not safe when we are happy. This shows that happiness is a consequence of security and therefore a much more successful sovereign. Yet we refused to establish it as the supreme objective, preferring power, interest or security, without understanding that the purpose of these means was none other than the happiness of individuals. The fact of not having gone today to the end of the semantic and philosophical approach is not without consequences. Russia's offensive on Ukraine is precisely in the name, not so much of a power objective, as a security interest. If the doctrine establishes security as an objective, it is therefore not surprising to see Russia willing to create a buffer state before NATO. Putin acted in the doctrine. But is it desirable? Do Russians and Ukrainians derive more happiness from this war than they lose? Nothing is less certain. But it goes both directions. "Happiness is continuing to desire what you have," said Voltaire. This sentence defines what we must turn to to find happiness. Thus, on the other hand, Western forces and NATO acted in the same way as Putin, although the final action is not comparable. NATO, especially the Americans, had both power and interest as a reference in the conduct of their foreign policy. The result is an almost compulsive desire to increase NATO member territories. The two blocks were unable to continue to desire their possession, those on which those who brought them to power live, and like a tumor the will for expression could then only spread to inevitably collide. Seeking happiness by continuing to desire what we have (to not see it as a will not to evolve), this is what should be, if reason guides the spirits, the doctrine of the world. Both Russia and the United States, before wanting to expand the spheres of influence, should they not desire and take a little more care of their soil. When half of the American population is obese, when students are in debt until they retire, when half of the country is almost cut off from coastal development, how can we think of going to other lands where to exert its influence? To have happiness as a sovereign is to understand that the land we cultivate deserves more attention and development. It's making your grass greener, not accumulating yellowing hectares.

So this is the importance of the translation of individual metaphysics. See States as separate entities, driven by principles other than ours (humans), to bring humanity to the worst drama. This parallel makes it possible to offer the State all the wisdom that individuals can have. To be able to have as an objective only happiness, governed by a social principle of unity of the prerogative and in a search built for power, leading humanity on the road to history.

